

## VLAAMSE OVERHEID

## Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

N. 2012 — 1942

[C – 2012/35705]

**31 MEI 2012. — Ministerieel besluit houdende wijziging van de refertelijst inzake individuele materiële bijstand**

De Vlaamse Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

Gelet op het decreet van 7 mei 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, artikel 8, 3°;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 13 juli 2001 tot vaststelling van de criteria, voorwaarden en refertebedragen van de tussenkomsten in de individuele materiële bijstand voor de sociale integratie van personen met een handicap, artikel 17 en de refertelijst;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 13 juli 2009 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse Regering van 24 juli 2009, 4 december 2009, 6 juli 2010, 7 juli 2010, 24 september 2010, 19 november 2010, 13 mei 2011, 10 juni 2011, 9 september 2011 en 14 oktober 2011;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën, gegeven op 15 mei 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is om een aantal refertebedragen aan te passen aan de reële kosten teneinde een tegemoetkoming te kunnen verlenen die de daadwerkelijke meerkosten voor de persoon met een handicap dekt,

Besluit :

**Artikel 1.** In bijlage I bij het besluit van de Vlaamse Regering van 13 juli 2001 tot vaststelling van de criteria, voorwaarden en refertebedragen van de tussenkomsten in de individuele materiële bijstand voor de sociale integratie van personen met een handicap, vervangen bij het ministerieel besluit van 22 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in tabel 3 Aanvulling onderste ledematen, Domein 1-Ombouwen/aanbouwen van de woning en aanvullende uitrusting, Verbouwingen sanitair : bad, douche, wastafel..., wordt het refertebedrag « 1239,00 » vervangen door het refertebedrag « 2320,57 »;

2° in tabel 4 Vervanging onderste ledematen, Domein 1-Ombouwen/aanbouwen van de woning en aanvullende uitrusting, Badkamer wordt het refertebedrag « 2588,00 » vervangen door het refertebedrag « 3672,35 »;

3° in tabel 9 Vervanging zicht, Domein 4 - Hulpmiddelen dagelijks leven, wordt het hulpmiddel sprekende labellen geschrapt.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2012.

Artikel 1, 3°, heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Dit besluit is van toepassing op de aanvragen om individuele materiële bijstand die met ingang van 1 juli 2012 bij het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap worden ingediend.

Brussel, 31 mei 2012.

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,  
J. VANDEURZEN

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

## Bien-être, Santé publique et Famille

F. 2012 — 1942

[C – 2012/35705]

**31 MAI 2012. — Arrêté ministériel portant modification de la liste de référence en matière d'assistance matérielle individuelle**

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

Vu le décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap » (Agence flamande pour les Personnes handicapées), notamment l'article 8, 3°;

Vu l'arrêté de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les critères, les conditions et les montants de référence des interventions d'assistance matérielle individuelle à l'intégration sociale des personnes handicapées, notamment l'article 17 et la liste de référence;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2009 fixant les compétences des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 24 juillet 2009, 4 décembre 2009, 6 juillet 2010, 7 juillet 2010, 24 septembre 2010, 19 novembre 2010 et 13 mai 2011, 10 juin 2011, 9 septembre 2011 et 14 octobre 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mai 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif d'adapter un nombre de montants de référence aux frais réels afin de pouvoir octroyer une intervention qui couvre les frais supplémentaires réels pour la personne handicapée,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'annexe Ire de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les critères, les conditions et les montants de référence des interventions d'assistance matérielle individuelle à l'intégration sociale des personnes handicapées, remplacé par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2011, sont apportées les modifications suivantes :

1° au tableau 3 Complément membres inférieurs, Domaine 1- Transformation/construction à l'habitation et équipement complémentaire, Transformation sanitaire : bain, douche, lavabo..., le montant de référence "1239,00" est remplacé par le montant de référence "2320,57";

2° au tableau 4 Remplacement membres inférieurs, Domaine 1- Transformation/construction à l'habitation et équipement complémentaire, Salle de bain, le montant de référence "2588,00" est remplacé par le montant de référence "3672,35";

3° au tableau 9 Remplacement vue, Domaine 4 - Aides pour la vie quotidienne, l'aide "Lecteur d'étiquettes parlant" est supprimée.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

L'article 1, 3°, produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Le présent arrêté s'applique aux demandes d'aide matérielle individuelle qui sont introduites auprès de la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap" à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Bruxelles, le 31 mai 2012.

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1943

[2012/203659]

**21 JUIN 2012.** — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation concernant le contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L4112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété par les alinéas suivants :

« La Commission régionale de contrôle se fait assister, dans l'exercice de sa mission de contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur, par un collège de deux experts juridiques. Ils sont désignés, au consensus, par le Parlement wallon, au plus tard lors de la séance du Parlement wallon qui précède les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur. Leur mission prend fin lorsque le contrôle de la Commission régionale de contrôle s'achève définitivement.

Ces deux experts sont issus des catégories suivantes :

- magistrat honoraire ou émérite de l'ordre judiciaire;
- professeur ordinaire, professeur extraordinaire, professeur émérite, professeur ou professeur associé, spécialisé en droit public et administratif et issu d'une université belge.

Pour chaque expert effectif, le Parlement wallon choisira, conformément à l'alinéa 2, parmi la même catégorie, un expert suppléant.

Chaque expert ainsi désigné veille à exercer sa mission avec indépendance. Sa mission consiste à assister les membres de la Commission. Il n'a pas de voix délibérative.

En cas de conflit d'intérêts par rapport à une ou plusieurs réclamation(s) prévue(s) à l'article L4146-25, l'expert est remplacé immédiatement par son suppléant issu de la même catégorie.

Un membre de la Commission régionale de contrôle ne peut siéger lorsqu'elle traite d'une réclamation prévue à l'article L4146-25 qui le met personnellement et directement en cause, dont il est à l'origine ou lorsqu'elle traite d'une réclamation visant un ou plusieurs candidats issus de la même commune ou du même district que le membre. »

**Art. 2.** L'article L4131-2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 2. Le rapport doit être établi en deux exemplaires dans les septante-cinq jours de la date des élections provinciales et communales. Un exemplaire est conservé par le président du tribunal de première instance de Namur; l'autre est destiné au président de la Commission régionale de contrôle. »

**Art. 3.** L'article L4131-5 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L4131-5. § 1<sup>er</sup>. En cas de non-respect des dispositions de l'article L4131-4 ou des articles 3, § 2, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de secteurs et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, un candidat élu, titulaire ou suppléant, est passible d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes :

- rappel à l'ordre;
- blâme;
- retenue appliquée aux jetons de présence perçus en qualité de conseiller communal, conseiller provincial ou conseiller de l'action sociale, à concurrence d'un montant de 40 % brut pendant une durée de minimum trois mois et de maximum un an ou, le cas échéant, retenue dans une proportion équivalente appliquée au traitement de bourgmestre, échevin et président du Conseil de l'action sociale ou de membre du collège provincial;

- suspension de son mandat, pour une durée d'une semaine à trois mois;
- privation de son mandat.

Les sanctions font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

§ 2. En cas de non-respect des dispositions de l'article L4131-4 ou des articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de secteurs et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, un candidat en tête de liste est passible d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes :

- rappel à l'ordre;
- blâme;
- retenue appliquée aux jetons de présence perçus en qualité de conseiller communal, conseiller provincial ou conseiller de l'action sociale, à concurrence d'un montant de 40 % brut pendant une durée de minimum trois mois et de maximum un an ou, le cas échéant, retenue dans une proportion équivalente appliquée au traitement de bourgmestre, échevin et président du Conseil de l'action sociale ou de membre du collège provincial;
- suspension de son mandat, pour une durée d'une semaine à trois mois;
- privation de son mandat.

Les sanctions font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

§ 3. Les décisions prises en application des §§ 1<sup>er</sup> et 2 entrent en vigueur après avoir acquis force de chose jugée. »

**Art. 4.** L'article L4146-25 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L4146-25. § 1<sup>er</sup>. La réclamation fondée sur l'article L4131-5 doit, à peine de déchéance, être introduite par écrit, dans les quarante-cinq jours de la date des élections, auprès de la Commission régionale de contrôle. Seuls les candidats sont autorisés à introduire une telle réclamation.

§ 2. La réclamation est remise au greffier de la Commission régionale de contrôle ou elle lui est envoyée par pli recommandé à la poste. La réclamation est remise en autant d'exemplaires que de parties en cause plus une. Il en est de même en ce qui concerne les pièces produites. Le fonctionnaire à qui la réclamation est remise est tenu d'en donner récépissé.

§ 3. La réclamation doit contenir :

- 1° le nom et le domicile du réclamant;
- 2° la signature du réclamant;
- 3° le nom et le domicile du ou des candidats concernés par la réclamation;
- 4° la date de la réclamation;
- 5° l'objet de la réclamation, y compris une description des faits et arguments invoqués.

§ 4. La réclamation est irrecevable si elle ne satisfait pas aux conditions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3.

La Commission régionale de contrôle statue sur la recevabilité de la réclamation lors d'une audience préliminaire. En cas d'irrecevabilité, elle en avise sans délai le réclamant.

§ 5. Le réclamant peut joindre à la réclamation les pièces qu'il juge utiles. Celles-ci sont dûment inventoriées par le réclamant.

§ 6. Toute personne ayant introduit une réclamation qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire a été établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

§ 7. Lorsque la Commission régionale de contrôle intervient :

- 1° l'instruction a lieu par écrit et est contradictoire;
- 2° elle peut de tout temps convoquer et entendre les parties;
- 3° elle correspond directement avec les personnes soumises à sa juridiction. Elle peut se faire communiquer par ces personnes tous documents et renseignements relatifs aux réclamations sur lesquelles elle est appelée à statuer;
- 4° les parties et leurs avocats sont habilités à prendre connaissance du dossier de réclamation, au secrétariat de la Commission régionale de contrôle, de s'en faire remettre copie et de déposer un mémoire;
- 5° s'il y a lieu à enquête, la Commission régionale de contrôle ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par celui de ses membres qu'elle aura désigné à cet effet, conformément à l'article 25, alinéas 2 à 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;
- 6° l'audience est publique, à moins que cette publicité ne soit susceptible de perturber l'ordre public ou les bonnes mœurs. Dans ce cas, la Commission régionale de contrôle le déclare par décision motivée;
- 7° un exposé du dossier de réclamation est fait à l'audience par le rapporteur désigné par la Commission régionale de contrôle, après quoi les parties et leurs avocats peuvent présenter des observations orales;
- 8° toute décision intermédiaire ou définitive est motivée et prononcée en audience publique. La décision mentionne le nom du rapporteur ainsi que ceux des membres présents, le tout à peine de nullité. La décision est signée par le président et les membres de la Commission régionale de contrôle. »

**Art. 5.** L'article L4146-26 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L4146-26. § 1<sup>er</sup>. La Commission régionale de contrôle statue dans les nonante jours qui suivent l'expiration du délai de quarante-cinq jours fixé à l'article L4146-25.

L'introduction de la réclamation n'est pas suspensive de la mise en place du conseiller concerné.

§ 2. La Commission régionale de contrôle ne peut infliger de sanctions à un candidat élu, titulaire ou suppléant, qu'à la suite d'une réclamation. »

**Art. 6.** L'article L4146-27, § 2 du même Code est complété comme suit :

« Le recours est suspensif de l'exécution de la décision rendue par la Commission régionale de contrôle. »

**Art. 7.** L'article L4146-28 du même Code est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le conseiller dont le mandat a été suspendu par une décision de la Commission régionale de contrôle ou du Conseil d'état se trouve, au plus tôt après la prestation de serment en tant que conseiller, en état d'empêchement et est remplacé, pendant la durée de la suspension, par son suppléant.

§ 2. Le conseiller qui a été privé de son mandat par une décision de la Commission régionale de contrôle ou du Conseil d'état est remplacé par le premier suppléant de la liste sur laquelle il avait été élu, après vérification de ses pouvoirs par le conseil concerné. Il achève le terme de celui qui le remplace. »

**Art. 8.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 juin 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 610 (2011-2012), n<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 20 juin 2012.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1943

[2012/203659]

**21. JUNI 2012 — Dekret zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bezüglich der Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenräte (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel L4112-13 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgende Absätze ergänzt:

«Die regionale Kontrollkommission wird bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben im Bereich der Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenräte von einem zwei juristische Sachverständige umfassenden Kollegium unterstützt. Sie werden durch das Wallonischen Parlament im Konsens bezeichnet und zwar spätestens im Rahmen der letzten Sitzung des wallonischen Parlaments vor den Wahlen der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenräte. Ihre Aufgabe endet mit dem endgültigen Abschluss der Kontrolle der regionalen Kontrollkommission.

Diese beiden Sachverständigen gehören den folgenden Kategorien an:

— Honorarmagistrat oder emeritierter Magistrat der gerichtlichen Stände;  
— Ordentlicher Professor, außerordentlicher Professor, emeritierter Professor, Professor oder assoziierter Professor einer belgischen Universität und auf öffentliches Recht spezialisiert.

Für jeden effektiven Sachverständigen bezeichnet das Wallonische Parlament gemäß Absatz 2 einen stellvertretenden Sachverständigen innerhalb derselben Kategorie.

Jeder auf diese Weise bezeichnete Sachverständige führt seine Aufgabe unabhängig aus. Diese Aufgabe besteht darin, den Mitgliedern der Kommission Beistand zu leisten. Er hat keine beschließende Stimme.

Im Falle eines Interessenkonflikts bezüglich einer oder mehrerer Beschwerden gemäß Artikel L4146-25 wird der Sachverständige unmittelbar durch seinen derselben Kategorie angehörenden Stellvertreter ersetzt.

Ein Mitglied der regionalen Kontrollkommission darf nicht an den Sitzungen teilnehmen, falls die Kommission mit einer Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 befasst wird, die es persönlich und unmittelbar betrifft, die auf es zurückzuführen ist oder falls die Kommission mit einer Beschwerde befasst wird, die einen oder mehrere Kandidaten betrifft, die aus Gemeinde oder dem Distrikt des Mitglieds stammen.»

**Art. 2** - Art. L4131-2 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«§ 2 - Der Bericht muss innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach dem Datum der Provinzial- und Gemeindevahlen in zwei Exemplaren erstellt werden. Ein Exemplar wird vom Präsidenten des Gerichtes erster Instanz von Namur aufbewahrt; das andere Exemplar ist für den Vorsitzenden der regionalen Kontrollkommission bestimmt.»

**Art. 3** - Artikel L4131-5 desselben Kodex wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L4131-5 - § 1 - Ein als effektives oder stellvertretendes Mitglied gewählter Kandidat setzt sich einer oder mehreren der folgenden Strafen aus, wenn er die Bestimmungen von Artikel L4131-4 oder von Artikel 3, § 2 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Sektorenratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte nicht einhält:

— Zurechtweisung;

— Verweis;

— Auf die in der Eigenschaft eines Mitglieds des Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferats bezogenen Anwesenheitsgelder angewandte Einbehaltung, in Höhe von 40% Brutto während einer Dauer von wenigstens drei Monaten und höchstens einem Jahr oder gegebenenfalls in einem entsprechenden Verhältnis angewandte Einbehaltung auf das Gehalt des Bürgermeisters, des Schöffen, des Vorsitzenden des Sozialhilferats oder des Mitglieds des Provinzkollegiums;

— Aussetzung seines Mandats für eine Dauer von einer Woche bis drei Monaten;

— Verlust seines Mandats.

Diese Strafen sind Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 2 - Ein Spitzenkandidat setzt sich einer oder mehreren der folgenden Strafen aus, wenn er die Bestimmungen von Artikel L4131-4 oder von Artikel 3 § 1 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Sektorenratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte nicht einhält:

— Zurechtweisung;

— Verweis;

— Auf die in der Eigenschaft eines Mitglieds des Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferats bezogenen Anwesenheitsgelder angewandte Einbehaltung, in Höhe von 40% Brutto während einer Dauer von wenigstens drei Monaten und höchstens einem Jahr oder gegebenenfalls in einem entsprechenden Verhältnis angewandte Einbehaltung auf das Gehalt des Bürgermeisters, des Schöffen, des Vorsitzenden des Sozialhilferats oder des Mitglieds des Provinzkollegiums;

— Aussetzung seines Mandats für eine Dauer von einer Woche bis drei Monaten;

— Verlust seines Mandats.

Diese Strafen sind Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 3 - Die in Anwendung von § 1 und § 2 getroffenen Entscheidungen treten in Kraft, nachdem sie Rechtskraft erlangt haben.»

**Art. 4** - Artikel L4146-25 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

«Art. L4146-25 - § 1 - Die Beschwerde, die auf Artikel L4131-5 gestützt ist, muss zur Vermeidung des Verfalls innerhalb fünfundvierzig Tagen nach dem Wahldatum schriftlich bei der regionalen Kontrollkommission eingereicht werden. Nur Kandidaten dürfen eine solche Beschwerde einreichen.

§ 2 - Die Beschwerde wird dem Greffier der regionalen Kontrollkommission ausgehändigt oder mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben an ihn gerichtet. Die Beschwerde wird in so vielen Exemplaren übermittelt, wie Parteien beteiligt sind, zuzüglich eines Exemplars. Dies gilt ebenfalls für die vorgebrachten Schriftstücke. Der Beamte, dem die Beschwerde ausgehändigt wird, muss eine Empfangsbescheinigung ausstellen.

§ 3 - Die Beschwerde muss folgendes umfassen:

1° den Namen und Wohnsitz des Beschwerdeführers;

2° die Unterschrift des Beschwerdeführers;

3° den Namen und Wohnsitz des oder der Kandidaten, die von der Beschwerde betroffen sind;

4° das Datum der Beschwerde;

5° den Beschwerdegegenstand, einschließlich einer Darstellung des Sachverhalts und der angeführten Argumente.

§ 4 - Falls die Beschwerde die in den §§ 1 bis 3 angeführten Bedingungen nicht erfüllt, ist sie unzulässig.

Die regionale Kontrollkommission beschließt im Rahmen einer vorbereitenden Sitzung über die Zulässigkeit der Beschwerde. Ist die Beschwerde unzulässig, so setzt sie den Beschwerdeführer unmittelbar davon in Kenntnis.

§ 5 - Der Beschwerdeführer kann seiner Beschwerde alle Belege beifügen, die er als zweckdienlich erachtet. Diese werden durch den Beschwerdeführer ordnungsgemäß erfasst.

§ 6 - Wer eine Beschwerde einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

§ 7 - Im Rahmen der Intervention der regionalen Kontrollkommission:

1° erfolgt die Untersuchung schriftlich und kontradiktorisch;

2° kann sie die Parteien jederzeit vorladen und anhören;

3° korrespondiert sie direkt mit den Personen, die ihrer gerichtlichen Zuständigkeit unterworfen sind. Sie kann sich von diesen Personen alle Schriftstücke und Angaben zu den Beschwerden, über die sie zu befinden hat, übermitteln lassen;

4° sind die Parteien und ihre Rechtsanwälte befugt, in den Räumlichkeiten des Sekretariats der regionale Kontrollkommission Einsicht in die Beschwerdeakte zu nehmen, eine Abschrift zu beziehen und einen Schriftsatz zu hinterlegen;

5° ordnet die regionale Kontrollkommission falls eine Untersuchung erforderlich ist an, dass diese entweder im Rahmen ihrer Sitzung durchgeführt wird, oder durch jenes der Mitglieder, dass sie gemäß Artikel 25 Absätze 2 bis 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat zu diesem Zweck bezeichnet hat;

6° ist die Sitzung öffentlich, es sei denn, dass diese Öffentlichkeit die Ordnung oder die Sittlichkeit gefährdet. In diesem Fall wird dies von der regionalen Kontrollkommission durch einen begründeten Beschluss festgestellt;

7° erfolgt die Darstellung der Beschwerdeakte im Rahmen der Sitzung durch den von der regionalen Kontrollkommission bezeichneten Berichterstatter, woraufhin die Parteien und ihre Anwälte ihre Anmerkungen mündlich vorbringen können;

8° wird jeder vorläufige oder endgültige Beschluss begründet und im Rahmen der öffentlichen Sitzung verkündet. Der Beschluss muss zur Vermeidung der Nichtigkeit die Namen des Berichterstatters und der anwesenden Mitglieder angeben. Der Beschluss wird durch den Vorsitzenden und die Mitglieder der regionalen Kontrollkommission unterzeichnet.»

**Art. 5** - Artikel L4146-26 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. L4146-26 - § 1 - Die regionale Kontrollkommission fasst ihren Beschluss innerhalb von neunzig Tagen nach Ablauf der in Artikel L4146-25 festgelegten Frist von fünfundvierzig Tagen.

Das Einreichen der Beschwerde setzt die Einsetzung des betreffenden Mitgliedes nicht aus.

§ 2 - Die regionale Kontrollkommission darf nur aufgrund einer Beschwerde einen gewählten, effektiven oder stellvertretenden Kandidaten mit einer Strafe belegen.»

**Art. 6** - Artikel L4146-27 § 2 desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

«Durch die Beschwerde wird die Ausführung des Beschlusses der regionalen Kontrollkommission aufgeschoben.»

**Art. 7** - Artikel L4146-28 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1 - Das Ratsmitglied, dessen Mandat durch Beschluss der regionalen Kontrollkommission oder des Staatsrates seines Mandates ausgesetzt wird, gilt frühestens nach der Eidesleistung als Ratsmitglied als verhindert und wird für die Dauer der Aussetzung durch seinen Stellvertreter ersetzt.

§ 2 - Das Ratsmitglied, das durch Beschluss der regionalen Kontrollkommission oder des Staatsrates seines Mandates enthoben wird, wird durch das erste Ersatzmitglied der Liste, auf der es gewählt worden war, ersetzt, nachdem seine Befugnisse durch den betroffenen Rat überprüft worden sind. Er beendet das Mandat seines Vorgängers.»

**Art. 8** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 610 (2011-2012), Nrn. 1 bis 3

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 20. Juni 2012

Diskussion.

Abstimmung.